

Questions sur l'Italie, n° 18, 15 mai 2023

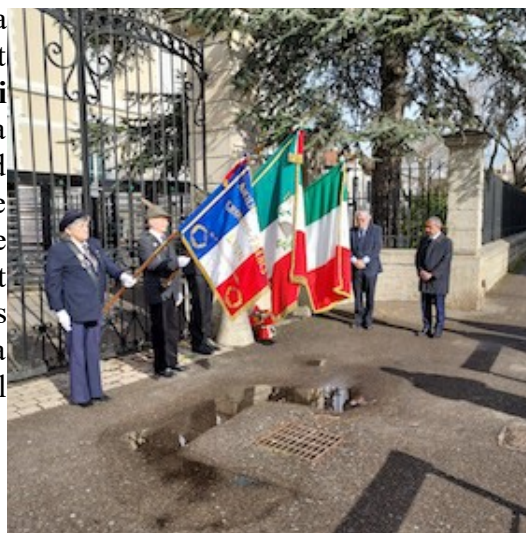
Nous n'avons rien écrit depuis le début de l'année. Volontairement. La nouvelle situation politique allait-elle confirmer que l'Italie marchait vers une nouvelle forme de fascisme ? Hélas, il semble bien que oui. Et la coalition de droite a encore remporté les élections régionales des 12 et 13 février derniers en Lombardie et dans le Latium, les deux plus grandes régions italiennes. La presse française a abondamment informé non seulement sur la politique de l'immigration, dont notre ministre de l'intérieur dit que Giorgia Meloni se révèle incapable de contrôler (trois fois plus d'arrivants depuis janvier que l'an dernier à la même époque, mais il ne tient pas bien compte de la solitude de l'Italie face au phénomène migratoire qu'il faut maintenant assumer), mais sur la volonté des nouveaux politiques de contrôler la justice, la culture (élimination des chefs d'opéra français) et bientôt toute la société. Elle est obligée d'avoir une autre politique étrangère, car elle veut obtenir du Parlement européen les milliards promis, dont l'Italie a grand besoin, dans la situation économique catastrophique où elle se trouve. Laquelle l'emportera entre les deux politiques contradictoires ?

La situation française nous a aussi amenés à ce silence, car nous constatons une même évolution vers un pouvoir autoritaire, vertical, royal, qui ne tient pas grand compte des manifestations populaires, qui sont pourtant un second élément de notre démocratie constitutionnelle. Moi, je suis « élu », dit notre président de la république, vous pouvez dire tout ce que vous voulez, mais c'est moi qui décide, vous n'y comprenez rien. On savait quelle était la politique hongroise et polonaise, mais d'autres pays commencent à intégrer des forces fascisantes d'extrême-droite, comme récemment la Finlande. Vers quelle société allons-nous ? Un monde « insoutenable » explique Thomas Piketty dans le Monde du 6 mai.

Alors nous avons conclu qu'il valait mieux parler de ce qui est moins connu bien qu'aussi intéressant, d'ouvrir de nouvelles rubriques, de faire connaître les livres utiles et beaux. Par exemple nous ferons bientôt une nouvelle rubrique sur les artistes locaux, après tout ce site est aussi un échange franco-italien.

1) Célébration du 25 avril.

On sait combien le parti au pouvoir, *Fratelli d'Italia*, a critiqué la célébration du 25 avril, fête de la Résistance au nazi-fascisme, et de la fin du fascisme, et avec quelles réticences **Giorgia Meloni** a participé à la célébration romaine aux côtés du Président de la République, elle qui disait que Mussolini avait été le plus grand homme d'État du XXe siècle, on ne peut que se réjouir que **Danilo Vezzio**, responsable du *Fogolar di Lione* ait animé cette célébration à Lyon, en collaboration avec le consulat, en déposant des fleurs sur la tombe du frioulan **Titto Cois**, fusillé par les Allemands, symbole de la Résistance à Lyon. Voici le texte qu'il a publié, remercions-le, nous qui avons créé ce site le 25 avril 2015, pour dire notre hostilité à toute forme de fascisme.



*“Lione. 25 Aprile /Festa Nazionale della Liberazione
Forse in Italia non si usa più, ma a Lione, gli italiani continuano a commemorare il 25 aprile 1945, la Festa Nazionale della Liberazione, questo, nel ricordo dei nostri padri, era la loro festa!*

Li hanno trattati di pidocchiosi, morti di fame, fascisti, traditori, voltagabbana....forse era (parzialmente) la verità, ma a Lione nessuno tratterà gli italiani di smemorati, irrispettosi.

Se abbiamo la Libertà di celebrare questa festa, lo dobbiamo a coloro che hanno combattuto per ottenerla, tra cui i partigiani o la Resistenza, non solo in Italia ma anche qui in Francia!

Gli Italiani di Lione organizzano, in collaborazione con il consolato, queste commemorazioni, che iniziano sempre con il deporre dei fiori alla lapide di Titta Cois, per noi è simbolo della Resistenza a Lione !

Era un friulano, partigiano della FTP-MOI (Franchi Tiratori-Mano d'Opera Immigrata) italiano certo, ma una

volta dissanguato è diventato francese, ha pagato il prezzo senza sconti !



Giobatta Cois era di Tarcento (Udine), sapeva riparare le armi dei partigiani, è stato denunciato, preso e fucilato sommariamente dai tedeschi, hanno dato il suo nome ad una via, e c'è anche una piccola lapide, che nessuno vede, alla porta d'accesso di un grande liceo di Lione-Villeurbanne.

Lo hanno ammazzato qualche mese prima del 25 aprile, aveva 56 anni, se non fosse stato denunciato avrebbe potuto vivere la Liberazione!

Gli italiani, friulani del Fogolar di Lione, sono testardi, insistono, mettono il cappello di alpino e vanno con la bandiera italiana alla lapide per dire mandi a Tite, portando due fiori!

Perdiamo tempo? Siamo in pochi? Ma non importa! La bandiera rappresenta un popolo, poi viene anche il console generale,

incuriosito da questa fedeltà al nostro Titta Cois, una volta salutato, andiamo tutti assieme alla Casa degli Italiani, per la grande cerimonia che riunisce un folto gruppo di connazionali e francesi.

La Casa degli Italiani è il monumento vivente dei nostri morti in terra di Francia, c'è una lapide nel cortile ed all'interno, dietro il bar, un Albo d'Oro con centinaia di nomi di italiani, forse erano pidocchiosi, ma non erano né traditori, né voltagabbana, lo hanno provato perdendo il loro sangue per la Liberté, questa non ha nazionalità, è universale.

Gli Italiani di Lione non lo dimenticano, abbiamo promesso ai nostri padri di inclinare le bandiere su queste lapidi sono promesse che valgono più di un patto d'acciaio.

Danilo Vezzio”

2) L'affaire Alfredo Cospito (1967 -)

Le 02 février dernier, le quotidien *Fatto Quotidiano* a publié cette note : « *Dalla famiglia di Meloni sono usciti i peggiori assassini del Dopoguerra. Le bombe di piazza Fontana le hanno messe i fascisti, ma anche quelle di Brescia, quelle sui treni, la bomba di Bologna. È chiaro che adesso lei ha il terrore di prendere una posizione onesta con Alfredo (Cospito, ndr). Lei deve ripulirsi la faccia, ma non sulla pelle di Alfredo* ». Sono le parole di **Pasquale Valitutti**, 76 anni, esponente storico degli anarchici (presente in Questura, la notte tra il 14 e il 15 dicembre del 1969, nella stanza accanto a quella da dove cadde **Pino Pinelli**). « *Se siamo pericolosi ? Le persone comuni, le brave persone, che lavorano, non devono avere paura. Sono i bastardi che hanno il potere che devono avere paura di noi* », ha detto **Valitutti**, rispondendo alle domande dei cronisti durante il corteo a Roma per Cospito. « *Rapporti coi mafiosi ? Non c'entriamo niente* ». *Fatto Quotidiano* 06/02/2023.

Cela nous a intrigué. On peut approuver ou non l'activité des anarchistes, mais il faut reconnaître leur importance dans l'histoire du socialisme italien, souvent plus anarchiste que marxiste. Nous avons donc cherché d'autres informations et avons trouvé cet article de *LundiMatin*, que nous reproduisons, car l'affaire a suscité de nombreux commentaires dans la presse italienne et internationale :

“ Crise des luttes anti-carcérales

paru dans [lundimatin#371](#), le 20 février 2023

Alfredo Cospito, anarchiste italien condamné à perpétuité et soumis au régime de haute sécurité 41 bis (isolement total, interdiction d'accéder à des livres, un seul parloir de 10 minutes par mois derrière un hygiaphone, etc.) entame son 124^e jour de grève de la faim. Si son cas et sa lutte n'intéressent pas la presse française, ils sont au centre du débat public italien : l'État et la justice vont-ils choisir de laisser mourir le militant plutôt que de renoncer à son régime de détention exceptionnel unanimement reconnu comme une forme de torture ? Une audition devant la cour de cassation est attendue le 24 février. Les rassemblements et actions de solidarité se multiplient dans de nombreux pays.

Un rejet lapidaire. Un déplacement vers l'hôpital. Un pays d'avant-gardes politiques - sans société.



Italie : 9 février 2023. Par l'intermédiaire du ministre de la Justice **Carlo Nordio**, l'exécutif fait savoir qu'**Alfredo Cospito** restera sous le régime de détention 41 bis. 11 février 2023. En plus de la nourriture, **Cospito** refuse également de prendre des compléments alimentaires. Au 115^e jour de sa grève de la faim, il reçoit l'ordre d'être transféré de la prison de l'Opéra de Milan au service de médecine pénitentiaire de l'hôpital San Paolo.

Depuis octobre 2022 plusieurs acteurs du mouvement politique militant italien tentent de briser le mur du silence institutionnel imposé par l'exécutif, contre la perpétuité et le 41 bis. Manifestations, rassemblements, occupations contre la prison et le régime de haute sécurité ont eu lieu. Sauver la vie de **Cospito**. Mais qui est derrière nous ? Quel est le mur contre lequel nous faisons pression ? Et qui fait pression à nos côtés ?

L'histoire d'**Alfredo Cospito** a déjà été racontée dans les colonnes de *LundiMatin*. C'est l'histoire d'un anarchiste condamné pour avoir tiré dans la jambe de **Roberto Adinolfi**, administrateur d'Ansaldo Nucleare. **Cospito** est en prison depuis 2013 dans les pavillons de haute sécurité de la prison de Sassari ; à la suite d'une deuxième condamnation reçue pendant sa détention, il a été condamné à la perpétuité incompressible pour massacre aggravé. Pour cela, il a été placé sous le régime dit du 41 bis. Cette deuxième condamnation fait suite à l'accusation d'avoir déposé deux colis piégés devant la caserne des Carabinieri de Fossano, colis qui n'avaient aucune intention de tuer ou de blesser qui que ce soit et qui n'ont de fait tué ou blessé personne. Il sera néanmoins condamné pour massacre aggravé. Le procès est juridique, mais la condamnation est entièrement politique. Depuis le 22 octobre 2022, **Cospito** a entamé une grève de la faim pour lutter contre les institutions judiciaires de la perpétuité et du 41 bis. Depuis ce jour, de l'extérieur, nous essayons de forcer et de briser la barrière d'un exécutif de plus en plus dur et intransigeant. Mais si nous essayons de briser le silence, avec qui le faisons-nous ?

En effet, le régime 41 bis témoigne d'un chapitre de l'histoire italienne : il témoigne de la manière dont l'État a tenté de régler ses comptes avec les insurrections des années 70 et 80. Il dérive d'un article du code pénitentiaire rédigé dans les années où deux urgences secouaient la société : l'urgence du "terrorisme politique" et l'urgence de la "mafia et du crime organisé". Laissons de côté les phénomènes ici mentionnés ; nous pourrions leur consacrer du temps et de l'espace ailleurs. Mais de quoi nous parlent les mesures d'urgence survenues dans les années 1970 et 1980 ? L'expérience du mouvement révolutionnaire italien dans les années 1970 marque le déclenchement d'une accélération historique : l'autonomie ouvrière ; la lutte armée. Or, c'est à la suite de l'émergence de ce dernier phénomène que, d'après Maria Rita Prette, se produit un durcissement progressif des politiques pénitentiaires. Au sommet de ce processus, la création du 41 bis, officialisée en 1986, dans le but de priver les détenus de tout droit - et donc de toute identité - en les reléguant à l'isolement carcéral.

749 personnes sont aujourd'hui condamnées à cet "interminable limbe en attente de la mort", comme l'écrit **Alfredo Cospito**. Une institution étatique qui torture et détient des personnes en les confiant à des forces spéciales formées pour gérer les urgences. Tel est le cas du GOM (Gruppo Operativo Mobile), le détachement de police qui a pour mission de s'occuper des détenus du 41 bis. Pourtant, comme le rappelle **Flavio Rossi Albertini**, l'avocat de Cospito, le 41 bis s'est avéré totalement inefficace dans la lutte contre les mafias : interdire par l'isolement les relations avec le monde extérieur n'a en rien modifié ni la structure ni l'organisation des organisations mafieuses criminelles. Il est donc resté, d'après les faits, une mesure stratégiquement inefficace, qui ne conserve son pouvoir que dans un mécanisme de dissuasion préventive. Au final, le droit d'« urgence » s'est légitimé de facto en tant que droit d'exception juridique.

Telle est la manière dont l'État italien a tenté de faire table rase du passé inconfortable des insurrections du XX^e siècle : "urgence mafia", "urgence terrorisme", un essaim complexe de facteurs distincts et distants, refoulés et cachés dans les cellules d'isolement des prisons. Par ailleurs, comme le rappelle Prette, le mécanisme de "récompense" qui sous-tend la "pédagogie carcérale" est porté à son paroxysme dans le 41 bis : soit les prisonniers coopèrent, soit ils sont condamnés à l'agonie d'une mort lente et solitaire. Et Prette en conclut que cela "mine tout droit de se défendre".



Je crois que l'utilisation et la vulgarisation de ces mots - tels que mafioso, terroriste, criminel - ont quelque peu engourdi les consciences des personnes vivant dans nos pays démocratiques et je ne suis donc pas très optimiste. Pour une institution [la prison] qui, au cours de l'année dernière, a compté 203 décès et 84 suicides, et qui, entre 2009 et 2020, a déjà laissé mourir au moins quatre détenus de grèves de la faim, sans même compter les nombreux décès en 41 bis, ces considérations n'ont aucun sens. J'espère qu'elles en ont pour ceux/celles qui n'ont pas renoncé à remettre en question le monde dans lequel ils/elles vivent (transcrit d'un

entretien réalisé avec **Maria Rita Prette**).

Le contrecoup de cette histoire se déploie sous forme de problème. Qui peut lutter contre la prison en Italie, dans une société qui s'est enfoncée au fil du temps dans un profond désarroi idéologique, politique, culturel et existentiel ? Il s'agit de se photographier de l'extérieur et de constater que - en Italie plus qu'ailleurs - nous sommes en train de faire face à une profonde crise. Quels rapports de force serons-nous capables de négocier, comment, pour quoi et avec qui, restent les questions fondamentales que nous tenons entre nos mains.

Une audition en cassation pour **Alfredo Cospito** est attendue le 24 février. Aujourd'hui, 19 février 2023, il est à son 123e jour de grève de la faim ».

Italie: Réduction de peine pour Alfredo Cospito et Nicola Gai

La cour de cassation a décidé de réduire les condamnations d'Alfredo Cospito et de Nicola Gai, qui avaient été condamnés pour avoir jambisé le manager de la société Ansaldo Nucleare, Roberto Adinolfi, le 5 mai 2012. Les condamnations finales sont : pour Alfredo Cospito: 9 ans, 5 mois et 10 jours (au lieu de 10 ans et 8 mois) ; pour Nicola Gai: 8 ans, 8 mois et 20 jours (au lieu de 9 ans et 4 mois).

En mai Cospito est toujours en vie dans sa lutte contre une forme de prison, mais très malade et affaibli par sa grève de la faim.



3) Le texte de Roberto Saviano (28 janvier 2023)

Bien qu'il ait été publié depuis par de nombreux journaux, plusieurs lecteurs nous ont dit qu'ils n'avaient pas trouvé le texte, nous le republions donc à notre tour.

Roberto Saviano : « Loin d'être l'anti-Etat, aujourd'hui Cosa Nostra est partie intégrante de l'Etat » Dans une tribune au « Monde » (28 janvier 2023), l'auteur de « Gomorra » revient sur l'arrestation, le 16 janvier, de Matteo Messina Denaro, le mafieux le plus recherché d'Italie. L'écrivain italien alerte : pour lui, l'emprise du crime organisé sur la vie économique et les lieux de pouvoir est largement sous-estimée.

En France, l'arrestation de Matteo Messina Denaro doit être l'occasion de parler de l'extraordinaire pouvoir de la Mafia. Comparons les plus grandes sources de revenus : l'économie criminelle est la seule à rivaliser avec celle du pétrole. Rien qu'en Italie, le patrimoine provenant du trafic de drogue est estimé à quelque 400 milliards d'euros, selon une enquête majeure réalisée en 2020 par la direction nationale anti-Mafia.



Dans pareil contexte, l'inadéquation du débat politique et des politiques internationales, encore trop rares, saute aux yeux. Plus que tout, l'Europe doit discuter de cette question : comment l'économie illégale fait-elle pour gagner du terrain sur l'économie légale au point de nous mettre dans cette situation ô combien dangereuse de ne plus pouvoir tracer de frontière entre les deux ?

Nous ne parlons pourtant des organisations criminelles, des mafias et de leurs intérêts que lorsqu'un fugitif sanguinaire se fait arrêter au terme de trente années de cavale. Aussi, après les

clameurs de ces premiers jours, je parie que le silence reviendra bien.

Matteo Messina Denaro, dernier roi du clan des Corleonesi, dernier représentant d'une mafia qui appartient

au passé, fait partie de cette génération qui s'est attaquée à l'État par la lutte terroriste. Pourquoi la Cosa Nostra de Toto Riina, à laquelle Matteo Messina Denaro a adhéré avec ferveur, décide-t-elle dans les années 1990 de déployer une stratégie aussi violente ? Parce qu'elle est persuadée que l'État n'est rien d'autre qu'une émanation de l'organisation criminelle, qui lui apporte des bulletins de vote et, dans de nombreux cas, choisit ses fonctionnaires, ses dirigeants, ses maires.

Un chef atypique

Or, ce même État finit pourtant par ne plus pouvoir protéger Cosa Nostra : pour la première fois, grâce au pool anti-Mafia de Palerme conduit par les magistrats Giovanni Falcone et Paolo Borsellino, il a en son sein des ennemis capables de s'opposer à elle.

Cette partie-là de l'État décide de s'attaquer à Cosa Nostra, qui multiplie alors les massacres dans l'objectif de contraindre la justice à se rétracter et à faire acquitter les personnes arrêtées. Dans ces années où le pool anti-Mafia mène ses enquêtes, les exécutions, les enlèvements, les bombes dévastent l'Italie entière, et adressent à l'État un message clair : « Faites marche arrière, laissez l'organisation poursuivre ses affaires et, surtout, tenez votre parole – accordez-nous votre protection en échange des votes que Cosa Nostra vous apporte – ou vous n'aurez pas la paix ».

Messina Denaro est un chef atypique. Lors de son arrestation, il porte au poignet une montre à 35 000 euros, chose rare chez les chefs corléonais de Cosa Nostra d'ordinaire enclins à une existence bien plus sobre, dans leur apparence comme dans leurs relations personnelles. Toto Riina, par exemple, dont Messina Denaro a été le protégé, était obsédé par la monogamie et par une conduite rigoureusement morale envers les femmes ; il a fondé une famille et, lors du « maxi-procès » [*en 1986-1987, 475 accusés ont été jugés au cours d'un seul et même procès à Palerme*], a refusé d'être confronté au repentir Tommaso Buscetta en raison de sa « moralité » : « *Ce n'est pas un homme comme moi, de ma stature, c'est un homme qui a trop de maîtresses* ». A l'époque, à Cosa Nostra, il n'y a pas de place pour les divorcés ou enfants de divorcés, pour les amateurs de prostituées ou de drogues, pour les individus à la vie dissolue ou les homosexuels.

Messina Denaro, lui, ne crée pas de dynastie. Il a une fille qui a pris le nom de sa mère et avec laquelle il n'a pas de relation. Il est davantage un assassin, un soldat qui, au fil des ans, perfectionne ses aptitudes relationnelles et économiques. Messina Denaro a le visage et le goût de la violence. Il fait partie du commando qui, en 1992, assassine Antonella Bonomo, enceinte de trois mois, coupable d'être l'épouse du boss Vincenzo Milazzo, et qui commence à regarder tout ce sang versé d'un œil critique. Il a de plus le sens de l'organisation : il coordonne, par exemple, l'enlèvement du fils d'un repentir, Santino Di Matteo. L'enfant, Giuseppe, a 13 ans. Cosa Nostra l'enlève, le tue et dissout son corps dans l'acide après deux ans de captivité : l'enlèvement le plus long de l'histoire italienne.

Il fait profil bas et devient entrepreneur

La carrière de Messina Denaro décolle lorsqu'il soutient Toto Riina dans sa sanglante stratégie, la seule qui semble efficace pour faire chuter les majorités politiques par la terreur ; mais arrivé au sommet, il change de cap. En prison, Toto Riina le déplore : « *Il s'est mis à faire de la lumière !* » [*une allusion aux investissements de Messina Denaro dans l'éolien*], se lamente-t-il à propos du virage qu'opère son protégé dans l'entrepreneuriat. « *Qu'il se la mette dans le cul, sa lumière, et qu'elle l'éclaire* », commente-t-il depuis sa cellule de prison, où il est soumis au dur régime carcéral du 41bis [*en référence à l'article du code carcéral qui durcit, depuis 1975, les conditions de détention des chefs mafieux*]. Bref, aux yeux du vieux boss, Messina Denaro gaspille son talent. Que fait le seul de ses hommes capable de poursuivre une stratégie meurtrière à même d'obliger l'État à respecter ses accords politiques ? Il fait profil bas et devient entrepreneur.

Donnons une idée des sommes en jeu : en 2007, la Direzione investigativa anti-Mafia a saisi à un prête-nom de Messina Denaro, en une seule opération, des biens et propriétés immobilières d'une valeur de 700 millions d'euros. Du côté des investissements dans l'énergie éolienne – « *la lumière* », dont parlait Riina –, la justice s'en est prise en 2010 à un autre prête-nom. Valeur de la saisie : 1,5 milliard d'euros.

Pourquoi le dernier roi de la Cosa Nostra sanguinaire entreprend-il ce virage vers le monde entrepreneurial ? A ses yeux, la politique de contrôle par les votes et les bombes appartient au passé.

L'obsession de la violence doit laisser place à une politique d'infiltration souterraine, où l'on ne tue qu'en dernier recours. La Mafia opte pour cette stratégie de camouflage – qui s'avérera gagnante – jusqu'à parfois se faire passer pour l'anti-Mafia.

Attaques, homicides et construction de supermarchés

En matière de vie privée, le souverain Matteo Messina Denaro ne met pas son nez dans les comportements et décisions des familles, laissées libres de faire ce que bon leur semble, et exige en retour la même liberté de gérer ses propres affaires sans rendre de comptes à personne. Mais ce choix d'intervenir le moins possible ronge à sa base la structure de Cosa Nostra, une organisation naturellement verticale et incapable de se penser de manière fédérale, laissant les familles de la région de Palerme sans projet commun. A bout de souffle, l'organisation, qui souffre également d'une crise de vocations, traverse une période de grandes difficultés.



Les organisations criminelles d'un pays en sont le miroir. Cosa Nostra, dans son incapacité à se renouveler, reflète les dynamiques de l'Italie (et d'ailleurs) : les personnages aux commandes sont âgés (et pourtant en Italie, une personne est considérée comme jeune à 40 ans) ; les individus sont otages d'une extrême lenteur des décisions ; les méthodes sont antiques. Songeons seulement que, pour communiquer, les boss utilisent non pas le téléphone portable, mais un système de « *pizzini* », ces courtes lettres codées écrites à la main – ainsi en 2006, lors de l'arrestation de Bernardo Provenzano, sa cachette révéla quantité de *pizzini* de Messina Denaro, livrant force détails sur l'organisation de Cosa Nostra, la planification d'attaques et d'homicides, ou la construction de supermarchés pour

employer les chômeurs sur les territoires où elle règne.

Sur ce dernier point, la force des organisations criminelles a toujours été leur capacité à s'assurer le soutien de la population en mettant en œuvre une politique de bienfaisance ciblée sur le territoire. Mais il ne s'agit pas de rendre le territoire véritablement autonome et libre ; celui-ci ne doit pas s'affranchir du cartel criminel.

Les mafias ne recherchent pas l'émancipation des populations : la bienfaisance a pour objectif de lier, de maintenir les territoires dans un état de dépendance. Les boss ne font pas d'authentiques investissements, et préfèrent recycler les montagnes de capitaux qu'ils accumulent en achetant des hôtels partout dans le monde plutôt que d'apporter de véritables contributions chez eux – au hasard en investissant dans des structures comme des écoles privées ou des centres sportifs, qui contribueraient à faire progresser la communauté. Le territoire doit rester à deux doigts de la misère ; il doit rester dépendant de la Mafia et lui être loyal ; et il doit offrir une main-d'œuvre bon marché – entre autres, une main-d'œuvre criminelle.

Gestion des flux de capitaux

Loin d'être l'anti État, aujourd'hui Cosa Nostra est partie intégrante de l'État : elle s'est infiltrée dans tous les domaines de la vie quotidienne des citoyens, du bâtiment jusqu'à la santé – pensons à Michele Aiello, cet homme de paille de Bernardo Provenzano qui gérait une des meilleures cliniques de toute la Méditerranée.

La Mafia d'aujourd'hui se concentre sur la gestion des flux de capitaux qui alimentent les politiques et les partis, elle s'évertue à disposer d'hommes dans la bureaucratie étatique, elle s'installe dans les lieux où l'on dépense et où l'on contrôle.

Ces jours-ci, nombreux sont ceux qui se demandent ce qu'il adviendra après la capture de Messina Denaro. Il est primordial de transformer cet intérêt que nous portons occasionnellement à la Mafia, à la faveur d'événements qui font la « une », en un débat éclairé, informé, loin de toute propagande. Dans le cas contraire, son arrestation ne sera qu'une occasion manquée de plus : l'économie mafieuse retombera dans l'oubli et avec elle le fait, irréfutable mais trop souvent ignoré, que les activités illégales représentent 139 milliards d'euros, soit près de 1 % du PIB de l'Union européenne. L'économie criminelle est

l'économie la plus puissante du continent. Ne pas en parler, détourner le regard, faire semblant de ne pas savoir ou de ne pas comprendre, ne résoudra pas le problème.

4) Quelques livres à ne pas manquer

* **Marc André**, *Une prison pour mémoire, Montluc de 1944 à nos jours*, ENS Éditions, 2022, 572 pages, 24 euros. Pas facile à lire mais passionnant, car



Montluc, c'est toute une partie de l'histoire de Lyon, à rappeler surtout ce 8 mai 2023 où le Président de la République sera à Montluc pour honorer la mémoire de **Jean Moulin**, torturé et assassiné dans le vieux fort il y a 80 ans, et de **Marc Bloch**, le grand historien lui aussi torturé et assassiné par **Klaus Barbie** en 1944. Le livre raconte cette histoire avec une grande rigueur, il ne l'a pas connue à ses débuts (il est né en 1982), mais il a consulté toutes les archives possibles, militaires, de presse, etc. avec un très grand soin, c'est sa force, mais ne remplace pas complètement le fait d'avoir vécu la période. Il surestime par

Une prison pour mémoire
Montluc
de 1944 à nos jours
Marc André



exemple l'action des communistes durant la guerre d'Algérie, parce que ceux-ci avaient encore une presse importante, alors que ceux qui ont dirigé les luttes contre la guerre et la torture et pour l'indépendance en avaient peu.

Mais il faut lire ce livre qui dit en détail ce que fut la répression nazie, puis celle des opposants à la guerre d'Indochine, puis celle des opposants à la guerre d'Algérie (c'étaient parfois les mêmes), et il en tire des réflexions importantes pour nous aujourd'hui, où Montluc n'est heureusement plus qu'un mémorial.

Voir sur Internet la carrière et les publications de ce jeune grand historien, dont ses articles sur Lyon, par exemple l'article sur **Louis Thomas**, le leader de l'OAS à Lyon.

* **Nicola Lagioia**, *La città dei vivi*, Einaudi, 2020 et 2022, 466 pages, 14,50 euros. Un grand roman, de cet écrivain né à Bari en 1973, actuel directeur du Salon International du livre de Turin ; il intervient aussi dans les rubriques culturelles de la TV Rai3 ; son roman a obtenu plusieurs grands prix littéraires.

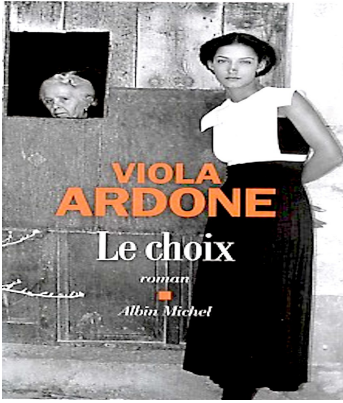
C'est un des textes les plus durs que j'aie jamais lus, un enquête sur la véritable nature humaine, l'instinct, la liberté, et ce que nous sommes capables de devenir, sous l'empire de la drogue, sans devenir pour autant des « monstres », deux jeunes garçons de bonne famille, homosexuels drogués invitent un jeune ami naïf à une soirée et finissent par le tuer après des heures de torture, se rejetant le meurtre l'un sur l'autre. On rencontre tous ceux qui les ont connus, souvent comme de braves garçons, leurs parents, leurs amis. C'est passionnant et horrible mais vrai, et on s'étonne après coup de découvrir que c'est un peu l'histoire qu'on nous raconte sur **Pierre Palmade**, meurtre en plus.

Lisez ce roman, qui se déroule dans une ville de Rome épouvantable comme elle l'est pour beaucoup de résidents romains. Il évoque dès le début les touristes qui, le nez en l'air regardent les anges de marbre blanc tandis qu'ils marchent dans les rues de Rome, les pieds dans les ordures. « *En haut le marbre blanc, dans la rue les rats* ». Cela donne le ton, et il vaut la peine de s'y arrêter le temps qu'il faut : ce roman nous apprendra beaucoup sur le fond de notre être, et aussi sur Rome.



* **Viola Ardone**, *Oliva Denaro*, Einaudi, 2021, 304 pages, 18 euros. Un très grand roman qui nous donne une idée bienvenue de ce que furent dans les années 1960 les rapports entre les hommes et les femmes en Sicile, et ce qu'ils restent encore dans beaucoup de mentalités d'aujourd'hui.

Il est inspiré par un fait historique, celui de **Franca Viola** en 1964, la première jeune fille italienne à oser porter plainte contre celui qui l'a violée avant de demander un « mariage réparateur » ; l'homme n'était alors selon la loi confirmée par le fascisme l'objet d'aucun procès pour viol s'il épousait celle qu'il avait violée. Le cas de **Franca Viola** fit qu'en 1981, grâce à l'action de ses avocats, la loi n°442 (5 août 1981), l'article 544 du *Codice penale*, qui mettait fin à toute poursuite pénale si l'auteur du viol épousait sa victime, est abrogé.



Le viol reste un crime contre la morale publique et non contre la personne jusqu'en 1996. **Franca Viola**, depuis mariée et mère de famille, a reçu en 2014, des mains de **Giorgio Napolitano**, alors président de la République, le titre de Grand Officier de l'Ordre du mérite de la République Italienne.

Le livre de **Viola Ardone**, née en 1974 à Naples et professeure de latin et italien, ne raconte pas cette histoire, mais celle d'une jeune fille sicilienne qui connaît le même sort et, aidée par son père et par une famille communiste de son village, porte plainte et fait condamner son agresseur, fils d'un mafieux local.



On remarquera que le nom de l'héroïne est l'anagramme de celui de l'auteure, pour montrer qu'elle est bien la représentation de la situation réelle des femmes en Italie. La mère d'Oliva incarne, au contraire de son père bien-aimé, la vision la plus rétrograde de l'ancien code d'honneur, du mariage, de la virginité, du sang menstruel, etc. La première phrase du livre est « *La fille est comme une carafe, celui qui la casse doit la ramasser* » !

Un très beau livre, d'une grande actualité, traduit en français chez Albin Michel sous le titre approximatif de *Le choix* en 2022, 390 pages, 22,90 euros. Lisez-le absolument pour mieux comprendre la société italienne.



* Vous avez jusqu'au 12 juillet 2023 pour voir au Musée Jacquemart-André de Paris la belle exposition sur les peintres vénitiens de la famille Bellini, *Influences croisées*. L'exposition présente entre autres plus d'une vingtaine d'œuvres de **Giovanni Bellini** (1430-1516), sur la cinquantaine présentée, moins que celle de Venise qui présentait environ 120 tableaux et dessins. Les **Bellini**, apparentés à **Andrea Mantegna**, avaient appris d'**Antonello da Messina** l'usage de la peinture à l'huile, inventée par les peintres flamands, et ce fut une révolution dans l'histoire de la peinture.

Giovanni Bellini, *Portrait du Doge Leonardo Loredan*, 1501-02 – Londres.

Jean Guichard, 12 mai 2023